

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 21 janvier 2025

DATE DE PUBLICATION : 29 janvier 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-huit janvier, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme SOW – Mme CAYOUX - Mme HENRY - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TOUANE - M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

ABSENTS ET EXCUSES :

- M. KHALID
- M. BA
- Mme BAYRAM
- M. TAVARES

ABSENTS :

- M. BALABAN

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme PATUREAU

OBJET

Recensement :

Désignation d'un coordinateur communal et évolution de la rémunération des agents enquêteurs

OBJET
Recensement :
Désignation d'un coordinateur communal et évolution de la
rémunération des agents enquêteurs

Directeur de secteur : SURIEU Laurence

Service : Ressources Humaines

Affaire suivie par SURIEU Laurence/ SCANDELLA-FARNAULT Cécile.

Mme Heugues : En application de la Loi n°2002-276 du 27/02/2002 relative à la démocratie de proximité, les opérations de recensement dans les communes de plus de 10 000 habitants consistent en une enquête par sondage, effectuée chaque année sur un échantillon de 8% des logements de la commune.

A partir de cet échantillon, le chiffre de la population légale est alors calculé par l'INSEE.

Hormis la désignation d'un coordinateur communal responsable de la préparation, de la réalisation et de la collecte des documents, la commune recourt depuis plusieurs années, pour effectuer ce sondage, au service d'agents recenseurs, idéalement au nombre de 4, qui se répartissent les 4 principaux quartiers chalettois : le Bourg, Vésines, le Lancy et Kennedy-Pontonnerie.

Ces agents étaient jusqu'à présent, en vertu d'une délibération inchangée depuis décembre 2017, rémunérés sur la base d'un montant brut par bulletin individuel collecté et par feuille de logement collectée, auquel s'ajoutaient :

- une somme forfaitaire par séance de formation (2 séances obligatoires avant le début de la campagne de recensement) ;
- une somme forfaitaire pour la tournée de reconnaissance préalable à la collecte ;
- une majoration de 15% pour le défraiement des frais de déplacement ;
- une prime forfaitaire de fin de mission, d'un montant variable selon le taux de retour.

La mise en œuvre de ces dispositions donnant lieu à une rémunération peu attractive au regard du temps passé et de l'implication et la disponibilité requises, il est proposé de mieux valoriser la mission des agents recenseurs.

En effet, la fidélisation des agents recenseurs d'une année sur l'autre apparaît comme un facteur déterminant de la réussite du sondage, qui requiert fiabilité, discrétion et organisation, ainsi qu'une bonne connaissance du territoire.

Aussi, à partir de la campagne de recensement 2025, qui se déroule du 16 janvier au 22 février, il est proposé de retenir une rémunération globale forfaitaire pour l'ensemble de la mission, incluant donc la tournée de reconnaissance, les 2 demi-journées de formation, la prime de fin de mission et le remboursement des frais, d'un montant de :

- 1 275€ bruts pour les recenseurs titulaires de la fonction publique ;
- 1 430€ bruts pour les recenseurs contractuels.

Cette rémunération équivaut à une somme globale d'environ 1 150€ nets, qui sera versée au mois de mars.

Il est précisé que l'Etat verse chaque année une dotation spécifique destinée à compenser les frais mis en œuvre par la collectivité pour effectuer le recensement. Cette dotation est pour 2025 de 2 324€.

Il convient également par la présente délibération de désigner un coordinateur communal afin de mener et d'organiser en interne les opérations de recensement.

Dans l'hypothèse où ce dernier serait un agent communal, une augmentation de régime indemnitaire (IFSE) sera appliquée au mois de mars pour rémunérer cette mission.

Il est précisé que cette délibération a été présentée au CST du 28/01/2025 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2002-276 du 27/02/2002 relative à la démocratie de proximité, notamment son titre V ;

Vu le décret n°2003-485 du 5/06/2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n°2003-561 du 23/06/2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Vu le décret n°2017-732 du 3/05/2017 modifiant l'annexe au décret n°2003-561 du 23/06/2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Vu la délibération du 18/12/2017 désignant le coordinateur communal du recensement de la population et fixant la rémunération des agents enquêteurs ;

Considérant la nécessité de désigner un coordinateur afin de réaliser chaque année les opérations de recensement de la population ;

Considérant l'opportunité de faire évoluer la rémunération des agents recenseurs afin de préserver la fiabilité et la qualité du sondage effectué ;

Vu l'avis du CST en date du 17 décembre 2024 ;

APPROUVE

ARTICLE 1 : Un coordinateur communal des opérations de recensement est désigné. Dans l'hypothèse où ce dernier serait un agent communal, une augmentation de régime indemnitaire (IFSE) sera appliquée au mois de mars pour rémunérer cette mission.

ARTICLE 2 : Les conditions de rémunération des recenseurs communaux sont les suivantes :

Versement en mars d'une somme globale forfaitaire pour l'ensemble de la mission, incluant la tournée de reconnaissance, les 2 demi-journées de formation, la prime de fin de mission et le remboursement des frais, d'un montant de :

- 1 275€ bruts pour les recenseurs titulaires de la fonction publique ;
- 1 430€ bruts pour les recenseurs contractuels.

ARTICLE 3 : Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget de la collectivité.

ARTICLE 4 : La présente délibération annule et remplace la délibération du 18/12/2017 désignant un coordinateur communal du recensement de la population et fixant la rémunération des agents enquêteurs :

ARTICLE 5 : La Direction générale des services est chargée de l'exécution de la présente délibération.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	28	
Votes pour	28	
Votes contre	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT



[Signature]